

Art. 16. De directeur-generaal of de adjunct-directeur-generaal kunnen ten bate van het centrum alle rechten, vastgesteld ten laste van derden, in de aangelegenheden die onder de bevoegdheden van het centrum vallen, goedkeuren ten belope van een maximumbedrag van 50.000 euro ongeacht of dat bedrag jaarlijks dan wel over meerdere jaren gespreid is.

De dotaties of de subsidies, ontvangen van het Waalse Gewest, evenals de andere ontvangsten worden automatisch goedgekeurd op datum van inning ervan door het centrum.

De gemachtigde licht de Minister onverwijld in over de beslissingen genomen krachtens lid 1.

Art. 17. De directeur-generaal krijgt delegatie om niet-ingezette roerende en onroerende goederen ten belope van 50.000 euro aan hun bestemming te onttrekken.

De directeur-generaal licht de Minister onverwijld in over de beslissingen genomen krachtens lid 1.

HOOFDSTUK V. — *Slotbepalingen*

Art. 18. Het besluit van 15 januari 2004 houdende sommige bepalingen ter uitvoering van het decreet van 3 juli 2003 tot oprichting van het "Centre wallon de Recherches agronomiques" (Waals Centrum voor Landbouwkundig Onderzoek) en van het Oriëntatie- en evaluatiecomité voor landbouwkundig onderzoek, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 5 juni 2008, wordt opgeheven.

Art. 19. Dit besluit treedt in werking dezelfde dag als het besluit van de Waalse Regering van 13 juli 2017 tot uitvoering van de hoofdstukken I en II van Titel XII van het Waalse Landbouwwetboek betreffende de subsidies voor landbouwkundig onderzoek, innovatie en wetenschappelijk en technisch onderzoek met landbouwkundige finaliteit.

Art. 20. De Minister van Landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 13 juli 2017.

De Minister-President,

P. MAGNETTE

De Minister van Landbouw, Natuur, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme en Sportinfrastructuur,
afgevaardigde voor de Vertegenwoordiging bij de Grote Regio,

R. COLLIN

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2017/204738]

13 JUILLET 2017. — Arrêté du Gouvernement wallon fixant les modalités de la composition, la procédure et le fonctionnement de la Chambre des litiges

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité, l'article 49 remplacé par le décret du 17 juillet 2008 et modifié par le décret du 11 avril 2014 et l'article 49bis, inséré par le décret du 17 juillet 2008 et modifié par le décret du 11 avril 2014;

Vu le décret du 19 décembre 2002 relatif à l'organisation du marché régional du gaz, l'article 37, remplacé par le décret du 17 juillet 2008 et modifié par le décret du 21 mai 2015;

Vu l'avis n° CD-17a18-CWaPE-1616 de la Commission wallonne pour l'énergie du 18 janvier 2017;

Vu le rapport établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis n° 61.265/4 du Conseil d'Etat, donné le 29 mai 2017, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de l'Énergie;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Généralités*

Article 1^{er}. Le présent arrêté transpose partiellement la Directive 2009/72/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 juillet 2009 concernant des règles communes pour le marché intérieur de l'électricité et abrogeant la Directive 2003/54/CE et la Directive 2009/73/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 juillet 2009 concernant des règles communes pour le marché intérieur du gaz naturel et abrogeant la Directive 2003/55/CE.

Art. 2. Au sens du présent arrêté, on entend par :

1° le décret électricité: le décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité ainsi que ses modifications successives;

2° la Chambre : la Chambre des litiges visée aux articles 49 et 49bis du décret électricité du 12 avril 2001.

CHAPITRE II. — *Composition de la Chambre*

Art. 3. § 1^{er}. La Chambre statue et délibère en étant composée du président de la CWaPE, du directeur de la direction technique, du directeur de la direction des services aux consommateurs et des services juridiques ainsi que, lorsque le différend concerne une ou plusieurs unités de production décentralisée d'électricité verte, du directeur de la direction de la promotion de l'électricité verte.

Le président de la CWaPE assure le rôle de président de la Chambre.

En cas d'absence, de congé ou d'empêchement d'un des directeurs visés à l'alinéa 1^{er}, celui-ci est remplacé par un autre membre du Comité de direction de la CWaPE en vue de délibérer et de statuer. En cas d'absence, de congé ou d'empêchement du président de la CWaPE, le rôle de président de la Chambre est assuré par le directeur présent disposant de la plus grande ancienneté.

§ 2. Le secrétariat de la Chambre est assuré sous la supervision du Secrétaire général de la CWaPE. Le secrétariat notifie ou transmet les demandes, mémoires, avis, convocations, décisions et autres communications soit par envoi postal, télécopie ou envoi électronique.

Tout envoi postal est présumé être reçu le troisième jour ouvrable qui suit celui où le pli a été remis aux services de la poste, sauf preuve contraire du destinataire.

§ 3. La Chambre peut désigner un ou plusieurs membres du personnel de la CWaPE, en tant que rapporteur, chargé d'instruire le dossier en se conformant aux instructions de la Chambre, de rédiger des rapports et d'assister aux audiences.

Le rapporteur est désigné en fonction de ses connaissances juridiques et/ou techniques. Il participe aux audiences sans voix délibérative.

CHAPITRE III. — *Procédure ordinaire*

Art. 4. § 1^{er}. La Chambre est saisie par voie de requête adressée par recommandé, par recommandé électronique ou par télécopie.

En complément de l'envoi de la requête visée au paragraphe 1^{er}, la partie requérante envoie par courrier postal autant de copies de la requête et du dossier de pièces qu'il y a de parties mises en cause. A défaut, la Chambre invite la partie requérante ou son conseil à le faire. Une requête qui n'est pas accompagnée du nombre requis de copies est réputée non introduite

§ 2. La requête, datée et signée par la partie requérante ou son conseil, contient les éléments suivants:

1° les nom, prénom et adresse de la partie requérante ou, si la partie requérante est une personne morale, sa dénomination ou raison sociale, sa forme juridique, son adresse ou l'adresse de son siège social, le nom de la personne qui la représente ainsi que la preuve de sa capacité à engager ladite personne morale;

2° les nom, prénom et adresse de la partie adverse ou, si celle-ci est une personne morale, sa dénomination ou raison sociale et son adresse ou l'adresse de son siège social;

3° le cas échéant, la référence client ou le code EAN;

4° l'objet de la demande;

5° l'exposé des faits;

6° la justification de ce que la demande faisant l'objet de la procédure est un différend au sens de l'article 49bis du décret électricité du 12 avril 2001 et, en particulier, ne porte pas sur des droits et obligations de nature civile;

7° l'exposé des moyens;

8° dans les cas visés à l'article 49bis, § 1^{er}, alinéa 2, du décret électricité, la justification de ce qu'une démarche amiable a été entamée auprès du Service régional de médiation pour l'énergie institué au sein de la CWaPE en vertu de l'article 48 du décret électricité ou auprès du Service de médiation pour l'énergie institué au niveau fédéral par l'article 29 de la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité;

9° le cas échéant, la démonstration de l'urgence et du risque de préjudice grave et difficilement réparable si des mesures provisoires sont réclamées conformément aux articles 8 et 9.

Lorsque la requête ne contient pas l'un des éléments énumérés à l'alinéa 1^{er}, la Chambre invite la partie requérante ou son conseil à régulariser la requête. Une requête non régularisée ou régularisée de manière incomplète est réputée non introduite.

§ 3. La partie requérante joint à sa requête toutes les pièces probantes utiles à l'appui de sa demande ainsi qu'un inventaire de ces pièces. Elle peut demander que certaines des pièces déposées ne soient pas communiquées aux autres parties, conformément à l'article 7.

§ 4. La Chambre notifie une copie de la requête et du dossier de pièces, dans les huit jours de leur réception, aux parties mises en cause par la partie requérante.

A cette occasion, la Chambre peut attirer l'attention des parties sur des points particuliers du litige sur lesquels elle souhaiterait disposer de leurs observations.

§ 5. Lorsque le litige porte sur l'application du règlement technique mais que l'objet véritable de la demande repose sur la contestation d'une facture d'énergie, notamment à la suite d'une rectification des données de mesure et qu'aucune tentative de résolution amiable du litige n'a eu lieu devant le Service régional de médiation pour l'énergie ou devant le Service de Médiation de l'Energie institué au niveau fédéral, la Chambre transmet la requête au service compétent. Dans ce cas, elle en informe les parties et les délais applicables à la procédure au fond en vigueur devant la Chambre sont suspendus le temps que ce service clôturera la procédure de médiation.

Pour tous les autres litiges, la Chambre est habilitée à transmettre la requête au Service régional de médiation pour l'énergie s'il apparaît qu'une tentative de médiation serait opportune. Dans ce cas, elle en informe les parties et les délais applicables à la procédure au fond en vigueur devant la Chambre sont suspendus le temps que ce service clôturera la procédure de médiation.

Art. 5. § 1^{er}. Dans les quinze jours de la réception de la copie de la requête ou de l'éventuelle demande d'observations sur un point particulier du litige formulée en vertu de l'article 4, § 4, les parties concernées envoient à la Chambre leurs conclusions écrites par recommandé ou par tout autre moyen de communication préalablement accepté par la Chambre.

§ 2. Les conclusions contiennent les éléments de réponse en fait et en droit aux moyens développés dans la requête, accompagnés du dossier de pièces inventorié, sur lesquelles ces éléments de réponse sont fondés.

§ 3. Le cas échéant, la Chambre invite les parties à déposer un jeu de conclusions supplémentaire afin de leur permettre de faire valoir leurs observations sur le ou les points qu'elle détermine.

Les parties envoient à la Chambre leurs conclusions complémentaires écrites par recommandé ou par tout autre moyen de communication préalablement accepté par la Chambre dans les quinze jours de la réception de l'invitation de la Chambre.

§ 4. Les conclusions visées aux paragraphes 1^{er} à 3 sont envoyées aux autres parties ou à leur conseil, en même temps qu'elles sont adressées à la Chambre. Il en va de même du dossier de pièces, à l'exception de celles pour lesquelles la confidentialité a été demandée, conformément à l'article 7. Les conclusions envoyées tardivement sont d'office écartées des débats.

Art. 6. § 1^{er}. En même temps que la communication de la copie de la requête à la partie adverse, la Chambre propose un calendrier de mise en état aux parties.

§ 2. A tout stade de la procédure et avec l'accord de la partie requérante, il peut être dérogé aux délais de mise en état fixés au paragraphe 1^{er} ainsi qu'à l'article 5, §§ 1^{er} et 3.

Les parties peuvent proposer, de commun accord, un calendrier pour l'échange de conclusions, la remise d'une audience ainsi que des modalités d'exécution des mesures d'instruction qu'elles sollicitent.

La Chambre marque son accord sur le calendrier qui lui est proposé ou impose des échéances différentes pour tenir compte, notamment des actes d'instruction qu'elle souhaite poser ainsi que du respect du délai visé à l'article 13.

Art. 7. Lorsqu'une partie entend déposer une pièce dont elle souhaite maintenir la confidentialité vis-à-vis des autres parties, elle expose les motifs de sa demande dans l'acte de procédure auquel est jointe cette pièce. La partie la dépose séparément des autres pièces, y appose expressément la mention « confidentiel » et établit un inventaire distinct reprenant la pièce dont la confidentialité est demandée

La pièce dont la confidentialité est demandée conformément à l'alinéa 1^{er} est provisoirement classée de manière distincte dans le dossier de l'affaire et ne peut pas être consultée par les parties autres que celle qui a demandé la confidentialité ou qui a déposé ladite pièce.

Si la demande de confidentialité est rejetée par décision de la Chambre, les autres parties peuvent prendre connaissance de la pièce.

Art. 8. § 1^{er}. Préalablement à sa décision, si elle le juge opportun ou à la demande d'une des parties, la Chambre invite les parties à comparaître devant elle. La Chambre notifie aux parties à la cause les dates et heure de l'audience, huit jours au moins avant celle-ci.

Si elles le désirent, les parties peuvent se faire assister d'un conseil.

§ 2. Le président dirige le débat. Les parties peuvent poser, dans ce débat, des questions non soulevées par la Chambre. Le cas échéant, si elle l'estime utile pour trancher le litige, la Chambre invite les parties à s'exprimer par écrit sur ces questions, dans le délai qu'elle détermine.

§ 3. Les audiences de la Chambre se déroulent à huis clos.

CHAPITRE IV. — Procédure d'urgence

Art. 9. En cas d'urgence, la Chambre peut être saisie, à tout moment, d'une demande de mesures provisoires. La partie requérante doit démontrer, dans sa requête, que l'exécution immédiate de l'acte attaqué ou le maintien de la situation dénoncée risque de lui causer un préjudice grave et difficilement réparable.

Art. 10. § 1^{er}. Lorsque l'urgence et le risque de préjudice grave et difficilement réparable sont établis, la Chambre peut, sans préjudice de la possibilité de transmettre la requête au service de médiation compétent conformément à l'article 4, § 5, ordonner toute mesure provisoire jugée nécessaire afin de sauvegarder les intérêts des parties, pour autant qu'il existe au moins un moyen sérieux susceptible *prima facie* de justifier la demande de la partie requérante. Les décisions de la Chambre ordonnant des mesures provisoires ne portent pas préjudice aux décisions de la Chambre qui statuent au fond sur les requêtes dont elle est saisie.

§ 2. Les mesures visées au paragraphe 1^{er} sont ordonnées, les parties entendues ou dûment appelées, par décision motivée de la Chambre, dans les vingt jours suivant l'introduction de la requête visée à l'article 8. Les parties sont convoquées au moins cinq jours avant l'audience de la Chambre ordonnant des mesures provisoires.

CHAPITRE V. — Mesures d'instruction

Art. 11. La Chambre peut, à tout stade de la procédure, en ce compris après l'audience, procéder ou faire procéder à des investigations utiles et, au besoin, désigner des experts et entendre des témoins.

La Chambre correspond directement avec toutes les autorités et administrations et elle peut leur demander, ainsi qu'aux parties, tous renseignements et documents utiles. Toutes les correspondances adressées et reçues par la Chambre sont envoyées en copie aux parties ou, à tout le moins, consultables au siège de la CWaPE, à l'exception des pièces pour lesquelles la confidentialité a été demandée, conformément à l'article 7. Les parties peuvent y réagir conformément à l'article 5, §§ 3 et 4.

La Chambre peut imposer aux parties un délai pour fournir les renseignements et documents demandés.

Dans le cadre de l'instruction du dossier, le rapporteur peut également, sur instruction de la Chambre, correspondre directement avec toutes les autorités et administrations et peut leur demander, ainsi qu'aux parties, tous renseignements et documents utiles. Toutes les correspondances adressées et reçues par le rapporteur sont envoyées en copie aux parties ou, à tout le moins, consultables au siège de la CWaPE, à l'exception des pièces pour lesquelles la confidentialité a été demandée, conformément à l'article 7. Les parties peuvent y réagir conformément à l'article 5, §§ 3 et 4.

Art. 12. § 1^{er}. Les témoins sont convoqués par la Chambre, d'initiative ou à la demande des parties, au moins huit jours avant leur audition.

§ 2. La Chambre peut soit d'office, soit à la demande d'une partie, poser au témoin toute question de nature à préciser ou compléter la déposition.

Les documents produits par le témoin sont déposés au dossier de la procédure en original ou en copie. Ce dossier est envoyé en copie aux parties ou, à tout le moins, consultable au siège de la CWaPE, à l'exception des pièces pour lesquelles la confidentialité a été demandée, conformément à l'article 7.

§ 3. Si la Chambre le juge opportun, elle peut substituer à la comparution une simple déclaration du témoin, sous la forme d'une attestation contenant la relation de faits auxquels son auteur a assisté ou qu'il a personnellement constatés. L'attestation mentionne les noms, prénoms, date et lieu de naissance, domicile et profession de son auteur ainsi que, s'il y a lieu, son lien de parenté ou d'alliance avec les parties, de subordination à leur égard, de collaboration ou de communauté d'intérêts avec elles. L'attestation est écrite, datée et signée de la main de son auteur. Celui-ci doit annexer, en original ou en photocopie, tout document officiel justifiant de son identité et comportant sa signature.

§ 4. Les parties disposent de la possibilité de faire valoir leurs observations sur la déposition du témoin conformément à l'article 5, §§ 3 et 4.

Art. 13. § 1^{er}. La Chambre peut, d'initiative ou à la demande des parties, en vue de la solution d'un litige porté devant elle, charger un ou des experts de procéder à des constatations ou donner un avis d'ordre technique.

La Chambre peut désigner le ou les experts sur lesquels les parties marquent leur accord. Elle ne peut déroger au choix des parties que par une décision motivée. La Chambre peut désigner d'office un ou des experts choisis en fonction de leur compétence ou expérience spécifique au regard de l'objet du litige.

§ 2. Les experts peuvent être récusés pour les motifs pour lesquels la récusation est permise à l'égard des membres de la Chambre tels que visés à l'article 20.

§ 3. La décision qui ordonne l'expertise comporte au moins :

1° l'indication de l'identité de l'expert ou des experts désignés ainsi que ses compétences spécifiques relatives à la matière concernée par l'objet du litige;

2° l'indication des circonstances qui rendent nécessaires l'expertise et la désignation éventuelle de plusieurs experts;

3° une description précise de la mission confiée;

4° le délai dans lequel cette mission est effectuée, si l'expert accepte celle-ci.

§ 4. A la fin de leurs travaux, les experts envoient pour lecture à la Chambre, leurs constatations, auxquelles ils joignent un avis provisoire. La Chambre notifie ces constatations et avis provisoire aux parties concernés ainsi qu'à leurs conseils dans les huit jours de leurs réception.

Les parties disposent de la possibilité de faire valoir leurs observations sur cet avis conformément à l'article 5, § 3.

§ 5. Dans les quinze jours de la réception de l'ensemble des observations transmises par la Chambre, les experts rédigent leur rapport final et l'envoient, avec un état de frais et honoraires détaillé à la Chambre.

Les experts ne tiennent pas compte des observations envoyées tardivement.

Lorsqu'après réception des observations des parties, les experts estiment que de nouveaux travaux sont indispensables, ils en sollicitent l'autorisation auprès de la Chambre.

§ 6. Les avances sur les honoraires et les frais de l'expertise sont à la charge de la partie qui la demande. Si la Chambre ordonne une expertise, les avances sur les honoraires et les frais de l'expertise sont répartis de façon égale entre les parties.

Dans les deux hypothèses visées à l'alinéa 1^{er}, en fonction des circonstances propres au litige, et si la Chambre le juge nécessaire, celle-ci peut mettre la totalité ou une partie des avances sur les honoraires et frais d'une expertise à charge d'une des parties. Cette décision est motivée.

§ 7. La Chambre n'est pas liée par l'avis des experts. La décision de la Chambre de s'écarter de l'avis des experts fait l'objet d'une motivation spécifique.

CHAPITRE VI. — *Décision de la Chambre*

Art. 14. § 1^{er}. La Chambre rend sa décision motivée, prise à la majorité des voix, dans les deux mois de sa saisine. En cas de partage des voix, la voix du président est prépondérante.

Le délai de deux mois visé à l'alinéa 1^{er} est prolongé de deux mois si la Chambre a décidé de procéder ou de faire procéder à des investigations, conformément aux articles 10 et suivants.

Une nouvelle prolongation du délai est possible moyennant l'accord de la partie requérante.

§ 2. La décision finale de la Chambre met à charge du demandeur, s'il est débouté, ou de la partie adverse, si ses torts sont établis, ou des deux parties, si leurs torts sont partagés, les frais et honoraires des experts ainsi que les autres frais résultant des éventuelles mesures d'instruction et ordonne, le cas échéant, le remboursement de la partie qui aurait payé les avances.

Art. 15. La Chambre peut se prononcer par défaut à l'égard des parties qui se sont abstenues de toute défense.

La décision est réputée contradictoire à l'égard de la partie qui n'a pas communiqué des conclusions ou ne les a pas communiquées dans le délai requis.

Art. 16. La décision de la Chambre est datée et signée par les membres de la Chambre qui ont connu du litige. La Chambre notifie sa décision aux parties dans les huit jours suivant la prise de décision.

Art. 17. En cas de non-respect de la décision de la Chambre, la partie qui y a intérêt peut saisir le Comité de direction de la CWaPE en vue de l'éventuelle imposition d'une amende administrative conformément à la procédure visée aux articles 53 et suivants du décret électricité ainsi qu'aux articles 48 et suivants du décret du 19 décembre 2002 relatif à l'organisation du marché régional du gaz, sans préjudice de la possibilité pour le Comité de direction d'agir d'initiative.

CHAPITRE VII. — *Dispositions finales*

Art. 18. § 1^{er}. Une copie des décisions prises par la Chambre ainsi que les dossiers y relatifs sont conservés cinq ans à dater de la clôture du dossier.

§ 2. Un résumé de la décision de la Chambre est publié sur le site internet de la CWaPE qui inclut au minimum :

1° le nom des parties; lorsque la décision concerne une personne physique, seules les initiales des nom et prénom sont publiées;

2° la date de la décision;

3° un résumé du contenu de celle-ci.

Cette publication est effectuée dans le respect de la confidentialité des informations commercialement sensibles et/ou des données à caractère personnel.

Art. 19. Si, dans le courant de la procédure, le requérant renonce à sa demande, la Chambre constate la fin de sa mission.

Dans cette hypothèse, les mesures provisoires éventuellement octroyées sont levées de plein droit.

Art. 20. Toute partie ayant obtenu la preuve de l'existence d'une cause de récusation prévue aux articles 828 et 829 du Code judiciaire dans le chef d'une ou de plusieurs personnes composant la Chambre, en informe immédiatement la Chambre, en vue de demander la récusation du ou des intéressé(s).

Dans ce cas, les délais sont suspendus.

La personne en cause et les autres parties à la procédure sont informées de la demande de récusation et des motifs qui la fondent, et sont invitées à faire valoir leurs observations dans un délai de quinze jours conformément à l'article 5, §§ 3 et 4.

La Chambre prend une décision à propos de la demande de récusation dans les plus brefs délais.

Le membre visé par la demande de récusation ne participe pas à la décision.

La décision de la Chambre est transmise aux parties à la procédure. En cas de récusation, la Chambre désigne un autre directeur pour remplacer le membre récusé. Les délais de la procédure reprennent leur cours à dater de la notification de cette décision.

Art. 21. Chaque année, la Chambre rédige un rapport d'activité que la CWaPE intègre, dans une partie distincte, au rapport annuel mentionné à l'article 43, § 3, du décret électricité.

Art. 22. Le Ministre de l'Énergie est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Namur, le 13 juillet 2017.

Le Ministre-Président,
P. MAGNETTE

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique, de la Simplification administrative et de l'Énergie,
C. LACROIX

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2017/204738]

13. JULI 2017 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Festlegung der Modalitäten für die Zusammensetzung, die Verfahrens- und Arbeitsweise der Kammer für Rechtsstreitigkeiten

Die Wallonische Regierung

Aufgrund des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts, Artikel 49, ersetzt durch das Dekret vom 17. Juli 2008 und abgeändert durch das Dekret vom 11. April 2014, und Artikel 49bis, eingefügt durch das Dekret vom 17. Juli 2008 und abgeändert durch das Dekret vom 11. April 2004;

Aufgrund des Dekrets vom 19. Dezember 2002 bezüglich der Organisation des regionalen Gasmarkts, Artikel 37, ersetzt durch das Dekret vom 17. Juli 2008 und abgeändert durch das Dekret vom 21. Mai 2015;

Aufgrund der Stellungnahme Nr. CD-17a18-CWaPE-1616 der Wallonischen Kommission für Energie ("Commission wallonne pour l'énergie") (CWaPE) vom 18. Januar 2017;

Aufgrund des gemäß Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellten Berichts;

Aufgrund des am 29. Mai 2017 in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 61.265/4 des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers für Energie;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — Allgemeines

Artikel 1 - Durch den vorliegenden Erlass werden die Richtlinie 2009/72/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 13. Juli 2009 über gemeinsame Vorschriften für den Elektrizitätsbinnenmarkt und zur Aufhebung der Richtlinie 2003/54/EG sowie die Richtlinie 2009/73/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 13. Juli 2009 über gemeinsame Vorschriften für den Erdgasbinnenmarkt und zur Aufhebung der Richtlinie 2003/55/EG teilweise umgesetzt.

Art. 2 - Im Sinne des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° Elektrizitätsdekret: das Dekret vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts sowie seine aufeinanderfolgenden Abänderungen;

2° Kammer: die Kammer für Rechtsstreitigkeiten im Sinne der Artikel 49 und 49bis des Elektrizitätsdekrets vom 12. April 2001.

KAPITEL II — Zusammensetzung der Kammer

Art. 3 - § 1. Die aus folgenden Personen zusammengesetzte Kammer berät sich und entscheidet: dem Vorsitzenden der Wallonischen Kommission für Energie ("Commission wallonne pour l'énergie") (CWaPE), dem Direktor der technischen Direktion, dem Direktor der Direktion für die Dienstleistungen an Verbraucher und die Rechtsberatung sowie, wenn die Rechtsstreitigkeit eine oder mehrere dezentrale grüne Stromerzeugungseinheiten betrifft, dem Direktor der Direktion der Grünstromförderung.

Der Vorsitzende der Wallonischen Kommission für Energie übernimmt die Rolle des Vorsitzenden der Kammer.

Ist einer der in Absatz 1 genannten Direktoren abwesend, in Urlaub oder verhindert, so wird er zum Zwecke der Beratungen und Entscheidungen von einem anderen Mitglied des Vorstands der Wallonischen Kommission für Energie ersetzt. Ist der Vorsitzende der Wallonischen Kommission für Energie abwesend, in Urlaub oder verhindert, so wird die Rolle als Vorsitzender der Kammer vom anwesenden Direktor mit dem größten Dienstalter übernommen.

§ 2. Das Sekretariat der Kammer wird unter der Aufsicht des Generalsekretärs der Wallonischen Kommission für Energie gewährleistet. Das Sekretariat notifiziert oder übermittelt die Anträge, Schriftsätze, Stellungnahmen, Einberufungen, Entscheidungen und sonstige Mitteilungen per Postsendung, Fernschreiben oder elektronische Versendung.

Es gilt, dass Postsendungen am dritten Werktag nach demjenigen, an dem sie der Post übergeben wurden, eingegangen sind, außer wenn der Empfänger den Gegenbeweis erbringt.

§ 3. Die Kammer kann ein oder mehrere Personalmitglieder der Wallonischen Kommission für Energie als Berichterstatter bestellen, der mit der Untersuchung der Akte nach den Anweisungen der Kammer, der Verfassung von Berichten und der Teilnahme an den Anhörungen beauftragt ist.

Der Berichterstatter wird aufgrund seiner rechtlichen und/oder technischen Kenntnisse bestellt. Er nimmt ohne beschließende Stimme an den Anhörungen teil.

KAPITEL III — *Ordentliches Verfahren*

Art. 4 - § 1. Die Kammer wird durch eine Antragschrift angerufen, die per Einschreiben, per elektronisches Einschreiben oder per Fernschreiben übermittelt wird.

Zusätzlich zur Versendung der Antragschrift nach Paragraph 1 übermittelt die antragstellende Partei per Post so viele Kopien der Antragschrift und der Aktenstücke als es betroffene Parteien gibt. Wenn dies nicht stattfindet, ersucht die Kammer die antragstellende Partei oder ihren Beistand darum, dies zu tun. Eine Antragschrift, der nicht die erforderliche Anzahl Kopien beigelegt wurden, gilt als nicht eingereicht.

§ 2. Die datierte und von der antragstellenden Partei oder ihrem Beistand unterzeichnete Antragschrift, enthält folgende Angaben:

1° den Namen, Vornamen und die Anschrift der antragstellenden Partei, oder wenn die antragstellende Partei eine juristische Person ist, ihre Bezeichnung oder ihren Gesellschaftsnamen, ihre Rechtsform, Anschrift oder die Anschrift ihres Gesellschaftssitzes, den Namen der Person, die sie vertritt, sowie den Beweis ihrer Befugnis, diese juristische Person zu vertreten;

2° den Namen, den Vornamen und die Anschrift der Gegenpartei, oder, wenn Letztere eine juristische Person ist, ihre Bezeichnung oder ihren Gesellschaftsnamen und ihre Anschrift oder die Anschrift ihres Gesellschaftssitzes;

3° gegebenenfalls die Kundennummer oder den EAN-Code;

4° den Gegenstand des Antrags;

5° die Darstellung des Sachverhalts;

6° die Begründung der Tatsache, dass der Antrag, der Gegenstand des Verfahrens ist, ein Streitfall im Sinne von Artikel 49bis des Elektrizitätsdekrets vom 12. April 2001 ist, und dass er insbesondere nicht die zivilrechtlichen Rechte und Pflichten berührt;

7° die Darstellung der Klagemittel;

8° in den in Artikel 49bis § 1 Absatz 2 des Elektrizitätsdekrets erwähnten Fällen, die Rechtfertigung dessen, dass ein gütliches Verfahren eingeleitet worden ist, entweder bei dem kraft Artikel 48 des Elektrizitätsdekrets bei der Wallonischen Kommission für Energie eingerichteten regionalen Vermittlungsdienst für Energie, oder bei der kraft Artikel 29 des Gesetzes vom 29. April 1999 über die Organisation des Elektrizitätsmarkts auf föderaler Ebene eingerichteten Ombudsstelle für Energie;

9° gegebenenfalls den Nachweis der Dringlichkeit und der Gefahr eines schwer wiedergutzumachenden ernsthaften Nachteils, wenn gemäß Artikel 8 und 9 vorübergehende Maßnahmen verlangt werden.

Wenn der Antrag eine der in Absatz 1 aufgelisteten Angaben nicht enthält, so ersucht die Kammer die antragstellende Partei oder ihren Beistand, den Antrag zu regularisieren. Ein nicht regularisierter oder nur auf unvollständige Weise regularisierter Antrag gilt als nicht eingereicherter Antrag.

§ 3. Die antragstellende Partei fügt ihrem Antrag alle Belege bei, die zur Unterstützung ihres Antrags nützlich sind, sowie ein Verzeichnis dieser Belege. Gemäß Artikel 7 kann sie verlangen, dass bestimmte hinterlegte Aktenstücke den anderen Parteien nicht mitgeteilt werden.

§ 4. Die Kammer notifiziert den von der antragstellenden Partei herangezogenen Parteien eine Kopie des Antrags und der Aktenstücke binnen acht Tagen, nachdem sie bei ihr eingegangen sind.

Zu dieser Gelegenheit kann die Kammer die Parteien auf besondere Punkte des Streitfalls aufmerksam machen, über welche sie über ihre Bemerkungen verfügen möchte.

§ 5. Falls der Streitfall die Anwendung der technischen Regelung betrifft, der eigentliche Zweck des Antrags jedoch in der Beanstandung einer Energierechnung besteht, insbesondere anschließend an eine Berichtigung der Messdaten, und vor dem regionalen Vermittlungsdienst für Energie oder vor der auf föderaler Ebene eingerichteten Ombudsstelle für Energie kein Versuch zur gütlichen Beilegung des Streitfalls stattgefunden hat, übermittelt die Kammer den Antrag der zuständigen Dienststelle. In diesem Fall informiert sie die Parteien, und die auf das Verfahren betreffend die vor die Kammer gebrachte Sache anwendbaren Fristen werden ausgesetzt, bis dieser Dienst bzw. diese Stelle das Vermittlungsverfahren beendet.

Was alle anderen Streitfälle betrifft, ist die Kammer befugt, den Antrag dem regionalen Vermittlungsdienst für Energie zu übermitteln, wenn sich zeigt, dass ein Vermittlungsversuch zweckmäßig wäre. In diesem Fall informiert sie die Parteien, und die auf das Verfahren betreffend die vor die Kammer gebrachte Sache anwendbaren Fristen werden ausgesetzt, bis dieser Dienst das Vermittlungsverfahren beendet.

Art. 5 - § 1. Binnen fünfzehn Tagen nach dem Eingang der Kopie des Antrags oder der eventuellen kraft Artikel 4 § 4 gestellten Anfrage nach Bemerkungen über einen besonderen Punkt des Streitfalls übermitteln die betroffenen Parteien der Kammer ihren Schriftsatz per Einschreiben oder jegliches sonstige Kommunikationsmittel, dem die Kammer vorher zugestimmt hat.

§ 2. Die Schriftsätze enthalten die faktischen und rechtlichen Antworten auf die im Antrag vorgebrachten Mittel mit den aufgelisteten Aktenstücken, auf welche sich diese Antworten stützen.

§ 3. Gegebenenfalls fordert die Kammer die Parteien auf, einen ergänzenden Schriftsatz zu hinterlegen, damit sie ihre Bemerkungen über den oder die von der Kammer bestimmten Punkte gelten lassen können.

Die Parteien übermitteln der Kammer ihren ergänzenden Schriftsatz per Einschreiben oder jegliches sonstige Kommunikationsmittel, dem die Kammer vorher zugestimmt hat, binnen fünfzehn Tagen nach dem Eingang der Aufforderung der Kammer.

§ 4. Die in § 1 bis 3 erwähnten Schriftsätze werden gleichzeitig mit ihrer Übermittlung an die Kammer den anderen Parteien oder ihrem Beistand übermittelt. Dies gilt auch für die Aktenstücke, mit Ausnahme derjenigen, für die gemäß Artikel 7 Vertraulichkeit verlangt wurde. Mit Verspätung übermittelte Schriftsätze werden von Amts wegen aus der Verhandlung ausgeschlossen.

Art. 6 - § 1. Zur gleichen Zeit wie die Kopie des Antrags an die Gegenpartei gerichtet wird, schlägt die Kammer den Parteien einen Terminplan für die Instandsetzung vor.

§ 2. In jedem Verfahrensstadium und mit der Zustimmung der antragstellenden Partei kann von den nach § 1 und in Artikel 5 §§ 1 und 3 festgelegten Instandsetzungsfristen abgewichen werden.

Die Parteien können in gegenseitigem Einvernehmen einen Terminplan für den Austausch von Schriftsätzen, die Vertagung einer Sitzung sowie die Modalitäten für die Durchführung der von ihnen ersuchten Untersuchungsmaßnahmen festlegen.

Die Kammer stimmt dem ihr vorgeschlagenen Terminplan zu oder schreibt andere Fristen vor, insbesondere um den Untersuchungshandlungen, die sie durchführen möchte, sowie der Beachtung der in Artikel 13 erwähnten Frist Rechnung zu tragen.

Art. 7 - Wenn eine Partei einen Beleg zu hinterlegen beabsichtigt, dessen Vertraulichkeit sie gegenüber den anderen Parteien sichern möchte, legt sie in der Verfahrensunterlage, der dieser Beleg beigefügt wird, die Gründe ihres Antrags dar. Die Partei hinterlegt ihn getrennt von den anderen Belegen, bringt darauf den Vermerk "vertraulich" an, und erstellt ein getrenntes Verzeichnis, in dem der Beleg, dessen Vertraulichkeit beantragt wird, angegeben ist.

Der Beleg, dessen Vertraulichkeit gemäß Absatz 1 beantragt wird, wird in der Akte vorläufig getrennt abgelegt, und kann von den Parteien, mit Ausnahme derjenigen, die die Vertraulichkeit beantragt oder den Beleg hinterlegt hat, nicht eingesehen werden.

Wenn der Antrag auf Vertraulichkeit durch Beschluss der Kammer abgelehnt wird, können die anderen Parteien den Beleg einsehen.

Art. 8 - § 1. Wenn die Kammer es für zweckmäßig hält, oder auf Antrag einer der Parteien, kann die Kammer vor ihrer Beschlussfassung die Parteien auffordern, vor ihr zu erscheinen. Die Kammer informiert die Verfahrensparteien über das Datum und die Uhrzeit der Sitzung mindestens acht Tage im Voraus.

Wenn sie dies wünschen, können die Parteien einen Rechtsbeistand hinzuziehen.

§ 2. Der Vorsitzende leitet die Verhandlung. Während dieser Verhandlung können die Parteien Fragen stellen, die die Kammer nicht aufgeworfen hatte. Gegebenenfalls fordert die Kammer die Parteien auf, sich binnen der von ihr festgelegten Frist schriftlich über diese Fragen zu äußern, wenn sie es zur Entscheidung des Streitfalls für nützlich hält.

§ 3. Die Sitzungen der Kammer finden unter Ausschluss der Öffentlichkeit statt.

KAPITEL IV — *Dringlichkeitsverfahren*

Art. 9 - Bei Dringlichkeit kann die Kammer mit einem Antrag auf Auferlegung von vorläufigen Maßnahmen befasst werden. In ihrem Antrag muss die antragstellende Partei nachweisen, dass die unmittelbare Durchführung der angefochtenen Handlung oder die Aufrechterhaltung der angeprangerten Sachlage ihr einen schwer wiedergutzumachenden ernsthaften Nachteil verursachen könnte.

Art. 10 - § 1. Wenn die Dringlichkeit und die Gefahr eines schwer wiedergutzumachenden ernsthaften Nachteils erwiesen sind, kann die Kammer, unbeschadet der Möglichkeit, den Antrag dem gemäß Artikel 4 § 5 befugten Vermittlungsdienst zu übertragen, alle als erforderlich erachteten vorläufigen Maßnahmen anordnen, um die Interessen der Parteien zu wahren, insoweit es mindestens ein ernsthaftes Mittel gibt, durch welches der Antrag der antragstellenden Partei *prima facie* gerechtfertigt werden könnte. Die Entscheidungen der Kammer zur Anordnung von vorläufigen Maßnahmen beeinträchtigen nicht die Entscheidungen, die die Kammer über die Anträge, mit denen sie befasst wird, zur Sache fällt.

§ 2. Nachdem die Parteien angehört oder ordnungsgemäß geladen wurden, werden die in Paragraph 1 erwähnten Maßnahmen durch eine mit Gründen versehene Entscheidung der Kammer binnen zwanzig Tagen nach Einreichung des in Artikel 8 erwähnten Antrags angeordnet.

Die Parteien werden mindestens fünf Tage vor der Sitzung der Kammer, die die Anordnung von vorläufigen Maßnahmen zum Gegenstand hat, einberufen.

KAPITEL V — *Untersuchungsmaßnahmen*

Art. 11 - Die Kammer kann in jedem Stadium des Verfahrens einschließlich nach der Sitzung jede hilfreiche Untersuchung durchführen oder durchführen lassen und bei Bedarf Experten bestellen und Zeugen anhören.

Die Kammer korrespondiert direkt mit allen Behörden und Verwaltungen und kann von ihnen, sowie von den Parteien, alle nützlichen Auskünfte und Dokumente verlangen. Jeder von der Kammer ausgehende und bei der Kammer eingehende Briefverkehr wird den Parteien als Kopie übermittelt oder kann zumindest am Sitz der Wallonischen Kommission für Energie eingesehen werden, mit Ausnahme der Belege, für die gemäß Artikel 7 Vertraulichkeit verlangt wurde. Die Parteien können in Übereinstimmung mit Artikel 5 §§ 3 und 4 darauf reagieren.

Die Kammer kann den Parteien eine Frist auferlegen, um die beantragten Auskünfte und Unterlagen zu übermitteln.

Im Rahmen der Untersuchung der Akte kann der Berichterstatter auf Anordnung der Kammer ebenfalls direkt mit allen Behörden und Verwaltungen korrespondieren und kann von ihnen, sowie von den Parteien, alle nützlichen Auskünfte und Dokumente verlangen. Jeder von dem Berichterstatter ausgehende und bei ihm eingehende Briefverkehr wird den Parteien als Kopie übermittelt oder kann zumindest am Sitz der Wallonischen Kommission für Energie eingesehen werden, mit Ausnahme der Belege, für die gemäß Artikel 7 Vertraulichkeit verlangt wurde. Die Parteien können in Übereinstimmung mit Artikel 5 §§ 3 und 4 darauf reagieren.

Art. 12 - § 1. Die Zeugen werden von der Kammer, aus ihrer eigenen Initiative oder auf Antrag der Parteien, mindestens acht Tage vor ihrer Anhörung einberufen.

§ 2. Die Kammer kann entweder von Amts wegen oder auf Antrag einer Partei dem Zeugen alle Fragen stellen, die es ermöglichen, die Aussage näher zu bestimmen oder zu ergänzen.

Die vom Zeugen vorgelegten Dokumente (Original oder Kopie) werden in die Verfahrensakte aufgenommen. Diese Akte wird den Parteien als Kopie übermittelt oder kann zumindest am Sitz der Wallonischen Kommission für Energie eingesehen werden, mit Ausnahme der Belege, für die gemäß Artikel 7 Vertraulichkeit verlangt wurde.

§ 3. Wenn die Kammer es für zweckmäßig erachtet, kann sie das Erscheinen des Zeugen durch eine einfache Aussage dieses Zeugen ersetzen, in der Form einer schriftlichen Erklärung mit der Darstellung des Tatbestands, bei dem der Verfasser anwesend war, oder den er persönlich festgestellt hat. In der schriftlichen Erklärung werden Name, Vorname, Geburtsdatum und -ort, Wohnsitz und Beruf ihres Verfassers angegeben sowie ggf. sein Verwandtschafts- oder Schwägerungsverhältnis, sein Abhängigkeits-, Zusammenarbeits- oder Interessengemeinschaftsverhältnis mit den Parteien. Die schriftliche Erklärung wird mit dem Datum versehen und von ihrem Verfasser unterzeichnet. Alle offiziellen Unterlagen, die die Identität des Verfassers nachweisen und seine Unterschrift aufweisen, müssen als Original oder Kopie der Erklärung beigefügt werden.

§ 4. Die Parteien haben die Möglichkeit, ihre Bemerkungen über die Aussage des Zeugen gemäß Artikel 5 §§ 3 und 4 gelten zu lassen.

Art. 13 - § 1. Aus eigener Initiative oder auf Antrag der Parteien kann die Kammer zwecks der Lösung eines vor ihr gebrachten Streitfalls einen oder mehrere Experten damit beauftragen, Feststellungen oder eine technische Stellungnahme zu treffen.

Die Kammer kann den bzw. die Experten benennen, dem bzw. denen die Parteien zustimmen. Die Kammer kann nur durch eine mit Gründen versehene Entscheidung von der Wahl der Parteien abweichen. Die Kammer kann von Amts wegen einen oder mehrere Experten benennen, die aufgrund ihrer Fachkunde oder spezifischen Erfahrung angesichts des Streitgegenstands gewählt werden.

§ 2. Die Experten können abgelehnt werden aus Gründen, die eine Ablehnung im Verhältnis zu den Mitgliedern der Kammer nach Artikel 20 zulassen.

§ 3. Die Entscheidung, in der die Expertise angeordnet wird, umfasst wenigstens:

1° die Angabe der Identität des bzw. der benannten Experten sowie seiner bzw. ihrer spezifischen fachlichen Kompetenzen im Bereich des Streitgegenstands;

2° die Beschreibung der Umstände, die die Expertise und die eventuelle Bestellung von mehreren Experten notwendig machen;

3° eine genaue Beschreibung des Auftrags;

4° die Frist innerhalb deren dieser Auftrag durchzuführen ist, wenn der Experte ihn annimmt.

§ 4. Nach Beendigung ihrer Arbeiten übermitteln die Experten der Kammer ihre Feststellungen zur Kenntnisnahme, denen sie eine vorläufige Stellungnahme beifügen. Die Kammer notifiziert diese Feststellungen und diese vorläufige Stellungnahme den betroffenen Parteien sowie ihrem Rechtsbeistand binnen acht Tagen nach ihrem Empfang.

Die Parteien haben die Möglichkeit, ihre Bemerkungen über diese Stellungnahme gemäß Artikel 5 § 3 gelten zu lassen.

§ 5. Binnen fünfzehn Tagen nach dem Erhalt der gesamten, von der Kammer übermittelten Bemerkungen verfassen die Experten ihren Schlussbericht, den sie zusammen mit einer detaillierten Kosten- und Honorarrechnung der Kammer zuschicken.

Mit Verspätung übermittelte Bemerkungen werden von den Experten nicht berücksichtigt.

Wenn die Experten nach dem Empfang der Bemerkungen der Parteien der Ansicht sind, dass neue Arbeiten unerlässlich sind, ersuchen sie die Kammer um Zustimmung dafür.

§ 6. Die Vorschüsse auf das Honorar und auf die Kosten für die Expertise gehen zu Lasten der Partei, die die Expertise beantragt hat. Wenn die Expertise von der Kammer angeordnet wird, dann werden die Vorschüsse auf das Honorar und auf die Kosten für die Expertise gleichmäßig auf die Parteien verteilt.

In den beiden in Absatz 1 erwähnten Fällen kann die Kammer, wenn sie es angesichts der besonderen Umstände des jeweiligen Streitfalls für notwendig erachtet, eine der Parteien mit der Gesamtheit oder einem Teil der Vorschüsse auf das Honorar und auf die Kosten für die Expertise belasten. Diese Entscheidung muss mit Gründen versehen werden.

§ 7. Die Kammer ist an die Stellungnahme der Experten nicht gebunden. Die Entscheidung der Kammer, von der Stellungnahme der Experten abzuweichen, ist Gegenstand einer besonderen Begründung.

KAPITEL VI — *Entscheidung der Kammer*

Art. 14 - § 1. Die Kammer gibt ihre mit Gründen versehene und mit der Stimmenmehrheit getroffene Entscheidung binnen zwei Monaten ab, nachdem sie mit dem Streitfall befasst wurde. Bei Stimmengleichheit ist die Stimme des Vorsitzenden ausschlaggebend.

Die in Absatz 1 erwähnte Frist von zwei Monaten verlängert sich um zwei Monate, wenn die Kammer entschieden hat, gemäß Artikel 10 ff. Untersuchungen durchzuführen oder durchführen zu lassen.

Mit der Zustimmung der antragstellenden Partei kann die Frist erneut verlängert werden.

§ 2. Durch die endgültige Entscheidung der Kammer gehen die Kosten und das Honorar der Experten sowie die anderen Kosten, die sich aus den eventuellen Untersuchungsmaßnahmen ergeben, zu Lasten des Antragstellers wenn sein Antrag abgewiesen wird, der Gegenpartei wenn ihre Schuld erwiesen ist, oder beider Parteien, wenn die Schuld zu beiden Seiten zu finden ist; gegebenenfalls ordnet die Kammer die Rückzahlung der Vorschüsse an die Partei, die sie gezahlt hatte, an.

Art. 15 - Die Kammer kann gegenüber den Parteien, die auf jegliche Verteidigung verzichtet haben, eine Versäumnisentscheidung treffen.

Die Entscheidung gilt als kontradiktorische Entscheidung gegenüber der Partei, die keinen Schriftsatz oder ihn nicht binnen der erforderlichen Frist übermittelt hat.

Art. 16 - Die Entscheidung der Kammer wird mit dem Datum versehen und von den Kammermitgliedern, die über die Streitfall befunden haben, unterzeichnet. Die Kammer notifiziert ihre Entscheidung den Parteien binnen acht Tagen, nachdem sie getroffen wurde.

Art. 17 - Falls die Entscheidung der Kammer nicht beachtet wird, kann die Interesse habende Partei den Vorstand der Wallonischen Kommission für Energie anrufen, um gegebenenfalls eine administrative Geldbuße aufzuerlegen, in Übereinstimmung mit dem in Artikel 53 ff. des Elektrizitätsdekrets erwähnten Verfahren und mit den Artikeln 48 ff. des Dekrets vom 19. Dezember 2002 bezüglich der Organisation des regionalen Gasmarkts, unter Vorbehalt der Möglichkeit für den Vorstand, aus eigener Initiative zu handeln.

KAPITEL VII — *Schlussbestimmungen*

Art. 18 - § 1. Eine Kopie der von der Kammer getroffenen Entscheidungen sowie die entsprechenden Akten werden während fünf Jahren ab dem Abschluss der Akte aufbewahrt.

§ 2. Eine Zusammenfassung der Entscheidung der Kammer wird auf der Internetseite der Wallonischen Kommission für Energie veröffentlicht; sie enthält mindestens folgende Angaben:

1° den Namen der Parteien: wenn die Entscheidung eine natürliche Person betrifft, werden nur die Anfangsbuchstaben des Namens und Vornamens veröffentlicht;

2° das Datum der Entscheidung;

3° eine Zusammenfassung ihres Inhalts.

Diese Veröffentlichung erfolgt unter Beachtung der Vertraulichkeit der geschäftlich sensiblen und/oder der personenbezogenen Angaben.

Art. 19 - Wenn der Antragsteller im Laufe des Verfahrens auf seinen Antrag verzichtet, stellt die Kammer das Ende ihrer Aufgabe fest.

In diesem Fall werden die ggf. gewährten vorläufigen Maßnahmen von Rechts wegen aufgehoben.

Art. 20 - Jede Partei, die den Beweis des Bestehens eines Ablehnungsgrunds nach den Artikel 828 und 829 des Gerichtsgesetzbuchs erhalten hat, der ein oder mehrere Mitglieder der Kammer betreffen würde, informiert unverzüglich die Kammer, um die Ablehnung des oder der Betroffenen zu beantragen.

In diesem Fall werden alle Fristen ausgesetzt.

Die in Frage gestellte Person und die anderen Verfahrensparteien werden über den Ablehnungsantrag und dessen Gründe informiert, und werden ersucht, gemäß Artikel 5 §§ 3 und 4 ihre Bemerkungen binnen fünfzehn Tagen gelten zu lassen.

Die Kammer trifft unverzüglich eine Entscheidung über den Ablehnungsantrag.

Das vom Ablehnungsantrag betroffene Mitglied nimmt an der Entscheidung nicht teil.

Die Entscheidung der Kammer wird den Verfahrensparteien übermittelt. Im Falle einer Ablehnung benennt die Kammer einen anderen Direktor, um das abgelehnte Mitglied zu ersetzen. Die Verfahrensfristen laufen wieder ab dem Tag, an dem diese Entscheidung notifiziert wird.

Art. 21 - Die Kammer fasst einen jährlichen Tätigkeitsbericht, den die Wallonische Kommission für Energie in einem getrennten Teil ihrem in Artikel 43 § 3 des Elektrizitätsdekrets erwähnten Jahresbericht beifügt.

Art. 22 - Der Minister für Energie wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 13. Juli 2017

Der Ministerpräsident
P. MAGNETTE

Der Minister für Haushalt, den öffentlichen Dienst, die administrative Vereinfachung und die Energie
C. LACROIX

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2017/204738]

13 JULI 2017. — Besluit van de Waalse Regering tot bepaling van de modaliteiten betreffende de samenstelling, de procedure en de werking van de Geschillenkamer

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt, artikel 49, vervangen bij het decreet van 17 juli 2008 en gewijzigd bij het decreet van 11 april 2014, en artikel 49bis, ingevoegd bij het decreet van 17 juli 2008 en gewijzigd bij het decreet van 11 april 2014;

Gelet op het decreet van 19 december 2002 betreffende de organisatie van de gewestelijke gasmarkt, artikel 37, vervangen bij het decreet van 17 juli 2008 en gewijzigd bij het decreet van 21 mei 2015;

Gelet op het advies CD-17a18-CWaPE-1616 van de "Commission wallonne pour l'Energie" (Waalse energiecommissie), uitgebracht op 18 januari 2017;

Gelet op het rapport opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies 61.265/4 van de Raad van State, gegeven op 29 mei 2017, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Energie;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Algemeen*

Artikel 1. Richtlijn 2009/72/EG van het Europees Parlement en de Raad van 13 juli 2009 betreffende gemeenschappelijke regels voor de interne markt voor elektriciteit en tot intrekking van Richtlijn 2003/54/EG en Richtlijn 2009/73/EG van het Europees Parlement en de Raad van 13 juli 2009 betreffende gemeenschappelijke regels voor de interne markt voor aardgas en tot intrekking van Richtlijn 2003/55/EG worden gedeeltelijk omgezet bij dit besluit.

Art. 2. In de zin van dit besluit wordt verstaan onder :

1° het Elektriciteitsdecreet: het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt en de opeenvolgende wijzigingen die erin zijn aangebracht;

2° de Kamer: de Geschillenkamer bedoeld in de artikelen 49 en 49bis van het Elektriciteitsdecreet van 12 april 2001.

HOOFDSTUK II — *Samenstelling van de Kamer*

Art. 3. § 1. De Kamer beslist en beraadslaagt, waarbij ze samengesteld is van de voorzitter van de "CWaPE", de directeur van de technische directie, de directeur van de diensten aan de consumenten en van de juridische diensten wanneer het geschil één of meerdere gedecentraliseerde productie-eenheden van groene elektriciteit betreft, en van de directeur van de Directie Bevordering Groene Elektriciteit.

De voorzitter van de "CWaPE" treedt als voorzitter van de Kamer op.

In geval van afwezigheid, verlof of verhindering van één van de directeurs bedoeld in het eerste lid, wordt laatstgenoemde vervangen door een ander lid van het Directiecomité van de CWaPE om te beraadslagen en te beslissen. In geval van afwezigheid, verlof of verhindering van de voorzitter van de CWaPE wordt de rol van voorzitter van de Kamer vervuld door de aanwezige directeur met de grootste anciënniteit.

§ 2. Het secretariaat van de Kamer wordt onder de supervisie van de secretaris-generaal van de "CWaPE" waargenomen. Het secretariaat geeft kennis van of verzendt de verzoeken, memories, adviezen, oproepingen, beslissingen en andere mededelingen per post, telefax of e-mail.

Elke postzending wordt geacht ontvangen te zijn op de derde dag volgend op die waarop de brief overgemaakt is aan de postdiensten behalve tegengesteld bewijs van de ontvanger.

§ 3. De Kamer kan één of meerdere leden van het personeel van de CWaPE als verslaggever aanwijzen, die ermee belast wordt het dossier met inachtneming van de voorschriften van de Kamer te behandelen, verslagen op te maken en de zittingen bij te wonen.

De verslaggever wordt naar gelang van zijn juridische en/of technische kennis aangewezen. Hij woont de zittingen bij zonder stemrecht te zijn.

HOOFDSTUK III. — *Gewone procedure*

Art. 4. § 1. De zaak wordt bij de Kamer aanhangig gemaakt door middel van een verzoekschrift gericht bij aangetekend schrijven, bij elektronisch aangetekend schrijven of per fax.

In aanvulling op de zending van het in § 1 bedoelde verzoekschrift zendt de verzoekende partij per post evenveel afschriften van het verzoekschrift en van het dossier van stukken als er betrokken partijen zijn. Bij gebreke daarvan verzoekt de Kamer de verzoekende partij of haar raadsman om dat te doen. Een verzoekschrift dat niet vergezeld gaat van het vereiste aantal afschriften wordt geacht niet ingediend te zijn.

§ 2. Het door de verzoekende partij of haar raadsman gedateerde en ondertekende verzoekschrift bevat de volgende elementen:

1° de naam, voornaam en het adres van de verzoekende partij of als de verzoekende partij een rechtspersoon is, haar benaming of firmanaam, haar rechtsvorm, haar adres of het adres van de maatschappelijke zetel, evenals de naam, voornaam, het adres van de persoon die haar vertegenwoordigt alsook het bewijs dat ze bekwaam is deze rechtspersoon te verbinden;

2° de naam, voornaam en het adres van de tegenpartij of als ze een rechtspersoon is, haar benaming of firmanaam, haar adres en het adres van de maatschappelijke zetel;

3° in voorkomend geval, de klantreferentie of de EAN-code;

4° het voorwerp van de aanvraag;

5° de beschrijving van de feiten;

6° de uiteenzetting waaruit blijkt dat de aanvraag die dat het voorwerp uitmaakt van de procedure, een geschil is in de zin van artikel 49bis van het Elektriciteitsdecreet van 12 april 2001 en in het bijzonder geen betrekking heeft op rechten en verplichtingen van civielrechtelijke aard;

7° de uiteenzetting van de argumenten;

8° in de gevallen bedoeld in artikel 49bis, § 1, tweede lid, van het Elektriciteitsdecreet, de uiteenzetting waaruit blijkt dat een schriftelijke bemiddelingsprocedure opgestart is bij de Gewestelijke Bemiddelingsdienst inzake energie opgericht binnen de CWaPE krachtens artikel 48 van het Elektriciteitsdecreet of bij de Bemiddelingsdienst inzake energie opgericht op federaal niveau krachtens artikel 29 van de wet van 29 april 1999 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt;

9° in voorkomend geval, het bewijs van de dringende noodzaak en van het risico voor een ernstig en moeilijk te herstellen nadeel indien voorlopige maatregelen overeenkomstig de artikelen 8 en 9 worden verlangd.

Indien het verzoekschrift niet één van de elementen vermeld in het eerste lid bevat, verzoekt de Kamer de verzoekende partij of haar raadsman om het verzoekschrift te regulariseren. Een verzoekschrift dat niet-geregulariseerd of op onvolledige wijze geregulariseerd is, wordt geacht niet ingediend te zijn.

§ 3. De verzoekende partij voegt bij haar verzoekschrift alle bewijsstukken die nodig zijn om haar verzoek te staven alsook een inventaris van deze stukken. Ze kan erom verzoeken dat sommige van de ingediende stukken overeenkomstig artikel 7 niet meegedeeld worden aan de andere partijen.

§ 4. De Kamer geeft een afschrift van het verzoekschrift en van het dossier van stukken ter kennis van de partijen die door de verzoekende partij in de zaak worden betrokken.

Daarbij kan de Kamer de aandacht van de partijen vestigen op bijzondere punten van het geschil waarvoor ze over hun opmerkingen wenst te beschikken.

§ 5. Wanneer het geschil betrekking heeft op de toepassing van het technisch reglement maar dat het werkelijk doel van de aanvraag berust op de betwisting van een energiefactuur, met name ten gevolge van een rechtzetting van de meetgegevens en indien geen poging tot minnelijke oplossing van het geschil plaatsgevonden heeft voor de Gewestelijke Bemiddelingsdienst inzake energie of voor de Bemiddelingsdienst inzake energie opgericht of federaal niveau, maakt de Kamer het verzoekschrift aan de bevoegde dienst over. In dit geval informeert ze de partijen en worden de vigerende termijnen voor de procedure ten gronde voor de Kamer opgeschort gedurende de tijd die nodig is voor het afsluiten van de bemiddelingsprocedure.

Voor de andere geschillen is de Kamer gemachtigd om het verzoekschrift aan de Gewestelijke Bemiddelingsdienst inzake energie over te maken indien blijkt dat een bemiddelingspoging opportuun zou zijn. In dit geval informeert ze de partijen en worden de vigerende termijnen voor de procedure ten gronde voor de Kamer opgeschort gedurende de tijd die nodig is voor het afsluiten van de bemiddelingsprocedure.

Art. 5. § 1. Binnen vijftien dagen na ontvangst van het afschrift van het verzoekschrift of van het krachtens artikel 4, § 4, geformuleerd eventueel verzoek om opmerkingen over een bijzonder punt van het geschil sturen de betrokken partijen hun conclusies schriftelijk bij aangetekend schrijven of bij elk ander communicatiemiddel dat van tevoren door de Kamer is aangenomen, aan de Kamer.

§ 2. De conclusies omvatten de feitelijke en juridische antwoorden op de in het verzoekschrift ontwikkelde middelen, vergezeld van het geïnventariseerde dossier van stukken waarop die antwoorden worden gegrond.

§ 3. In voorkomend geval verzoekt de Kamer de partijen om bijkomende conclusies neer te leggen, waarbij ze hun opmerkingen over het of de punten die de Kamer bepaalt, kunnen laten gelden.

De partijen sturen hun schriftelijke bijkomende conclusies bij aangetekend schrijven of bij elk ander communicatiemiddel dat van tevoren door de Kamer is aangenomen, aan de Kamer binnen vijftien dagen na ontvangst van het verzoek van de Kamer.

§ 4. De in § 1 tot 3 bedoelde conclusies worden aan de andere partijen of aan hun raadsman gezonden tezelfdertijd als zij aan de Kamer worden gericht. Hetzelfde gaat ook voor het dossier van stukken, met uitzondering van de stukken waarvoor de vertrouwelijkheid overeenkomstig artikel 7 wordt gevraagd. De laattijdig gezonden conclusies worden van ambtswege uit de debatten geweerd.

Art. 6. § 1. Tezelfdertijd als het afschrift van het verzoekschrift wordt meegedeeld aan de tegenpartij, stelt de Kamer een tijdschema voor het in gereedheid brengen aan de partijen.

§ 2. In elk stadium van de procedure en met de instemming van de verzoekende partij kan worden afgeweken van de termijnen voor het in gereedheid brengen bedoeld in § 1 alsook in artikel 5, §§ 1 en 3.

De partijen kunnen in onderlinge overeenstemming een tijdschema voorstellen voor de uitwisseling van conclusies, het uitstel tot een volgende vergadering alsook modaliteiten voor de uitvoering van de onderzoeksmaatregelen waarom ze verzoeken.

De Kamer stemt in met het tijdschema dat wordt voorgesteld of legt verschillende vervaldata op om met name rekening te houden met de onderzoekshandelingen die ze wil stellen alsook met de naleving van de in artikel bedoelde termijn.

Art. 7. Wanneer een partij een stuk dat ze ten opzichte van de andere partijen vertrouwelijk wil houden, wil neerleggen, legt ze de redenen van haar verzoek uit in het processtuk waarbij dit stuk wordt gevoegd. De partij legt ze apart van de andere stukken neer, schrijft er uitdrukkelijk de vermelding "vertrouwelijk" en maakt een afzonderlijke inventaris op die het stuk waarvoor de vertrouwelijkheid wordt verzocht, omvat. Het stuk waarvoor de vertrouwelijkheid overeenkomstig het eerste lid wordt verzocht, wordt voorlopig op afzonderlijke wijze in het dossier van de zaak geklasseerd en mag niet geraadpleegd worden door de andere partijen dan welke die de vertrouwelijkheid heeft gevraagd of die bedoeld stuk heeft neergelegd.

Als het verzoek om vertrouwelijkheid bij beslissing van de Kamer wordt verworpen, kunnen de andere partijen kennis nemen van het stuk.

Art. 8. § 1. Indien de Kamer het opportuun vindt of op verzoek van één van de partijen, verzoekt ze, alvorens haar beslissing te nemen, de partijen om voor haar te verschijnen. De Kamer geeft de partijen bij de zaak kennis van de data en uren van de zitting minstens acht dagen vóór deze zitting.

Indien ze het wensen, kunnen de partijen zich door een raadsman laten bijstaan.

§ 2. De voorzitter leidt het debat. Tijdens het debat mogen de partijen vragen stellen die niet door de Kamer worden aangevoerd. Indien de Kamer het nuttig vindt om het geschil te beslechten, verzoekt de Kamer de partijen om zich schriftelijk over die vragen te uiten binnen de door haar bepaalde termijn.

§ 3. De zittingen van de Kamer gebeuren achter gesloten deuren.

HOOFDSTUK IV. — Procedure bij dringende noodzaak

Art. 9. Bij dringende noodzaak kan een verzoek om voorlopige maatregelen elk ogenblik bij de Kamer aanhangig worden gemaakt. De verzoekende partij moet in haar verzoekschrift bewijzen dat de onmiddellijke uitvoering van de bestreden handeling of de handhaving van de gewraakte situatie haar een ernstig en moeilijk te herstellen nadeel dreigt te berokkenen.

Art. 10. § 1. Wanneer de dringende noodzaak en het risico voor een ernstig en moeilijk te herstellen nadeel bewezen worden, kan de Kamer, onverminderd de mogelijkheid om het verzoekschrift aan de bevoegde bemiddelingsdienst overeenkomstig artikel 4, § 5, over te maken, elk andere nodige voorlopige maatregel gelasten ten einde de belangen van de partijen te beschermen voor zover er minstens een ernstig middel dat *prima facie* het verzoek van de verzoekende partij kan rechtvaardigen. De beslissingen van de Kamer die voorlopige maatregelen gelasten, doen geen afbreuk aan de beslissingen van de Kamer die ten gronde beslissen over de bij haar ingediende verzoekschriften.

§ 2. De in § 1 bedoelde maatregelen worden, nadat de partijen zijn gehoord of behoorlijk opgeroepen, bij met redenen omklede beslissing van de Kamer gelast binnen twintig dagen na de indiening van het in artikel 8 bedoelde verzoekschrift. De partijen worden opgeroepen minstens vijf dagen voor de zitting van de Kamer die voorlopige maatregelen gelast.

HOOFDSTUK V. — *Onderzoeksmatregelen*

Art. 11. In elk stadium van de procedure, ook na de zitting, kan de Kamer overgaan of laten overgaan tot nodige onderzoeksmatregelen en, indien nodig, deskundigen aanwijzen en getuigen horen.

De Kamer correspondeert rechtstreeks met alle overheden en administraties en kan hun alsook de partijen alle nodige inlichtingen en documenten vragen. Alle briefwisseling gericht en ontvangen door de Kamer wordt als afschrift gezonden naar de partijen of kan minstens geraadpleegd worden op de zetel van de CWaPE, met uitzondering van de stukken waarvoor de vertrouwelijkheid overeenkomstig artikel 7 wordt verzocht. De partijen kunnen daarop overeenkomstig artikel 5, §§ 3 en 4, reageren.

De Kamer kan een termijn aan de partijen opleggen om de gevraagde inlichtingen en documenten te verstrekken.

In het kader van de behandeling van het dossier kan de verslaggever in opdracht van de Kamer rechtstreeks corresponderen met alle overheden en administraties en kan hun alsook de partijen alle nodige inlichtingen en documenten vragen. Alle briefwisseling gericht en ontvangen door de verslaggever wordt als afschrift gezonden naar de partijen of kan minstens geraadpleegd worden op de zetel van de CWaPE, met uitzondering van de stukken waarvoor de vertrouwelijkheid overeenkomstig artikel 7 wordt verzocht. De partijen kunnen daarop overeenkomstig artikel 5, §§ 3 en 4, reageren.

Art. 12. § 1. De getuigen worden door de Kamer op eigen initiatief of op verzoek van de partijen opgeroepen minstens acht dagen voor hun verhoor.

§ 2. De Kamer kan ambtshalve of op verzoek van één partij elke vraag die van dien aard is dat ze de verklaring nader bepaalt of aanvult, aan de getuige stellen.

Een origineel exemplaar of een afschrift van de door de getuige verstrekte documenten wordt in het dossier van de procedure neergelegd. Dit dossier wordt als afschrift aan de partijen overgemaakt of kan minstens geraadpleegd worden op de zetel van de CWaPE, met uitzondering van de stukken waarvoor de vertrouwelijkheid overeenkomstig artikel 7 wordt verzocht.

§ 3. Indien de Kamer het opportuun vindt, kan ze de verschijning vervangen door een eenvoudige verklaring van de getuige in de vorm van een attest dat het relaas van de feiten bevat waarbij de opsteller ervan aanwezig was of die hij zelf heeft vastgesteld. Het attest vermeldt de naam, de voornamen, de geboortedatum en -plaats, de woonplaats en het beroep van de opsteller ervan alsook, zo nodig, diens graad van bloed- of aanverwantschap met de partijen, of er sprake is van ondergeschiktheid tegenover de partijen, of ze samenwerken dan wel of ze gemeenschappelijke belangen hebben. Het attest wordt geschreven, gedagtekend en door de opsteller ervan ondertekend. Hij moet daaraan als bijlage het origineel of een fotokopie toevoegen van elk officieel document dat zijn identiteit aantoonst en waarop zijn handtekening voorkomt.

§ 4. De partijen kunnen hun opmerkingen over de verklaring van de getuige overeenkomstig artikel 5, §§ 3 en 4 laten gelden.

Art. 13. § 1. Op eigen initiatief of op verzoek van de partijen kan de Kamer, ter oplossing van een voor haar gebracht geschil, deskundigen gelasten vaststellingen te doen of een technisch advies te geven.

De Kamer kan daarbij de deskundige(n) aanwijzen over wie partijen het eens zijn. Ze kan van de keuze van de partijen slechts afwijken bij een met redenen omklede beslissing. De Kamer kan van ambtswege één of meerdere deskundigen aanwijzen, die naar gelang van hun bevoegdheid of specifieke ervaring ten opzichte van het voorwerp van het geschil gekozen worden.

§ 2. De deskundigen kunnen worden gewraakt om dezelfde redenen als de leden van de Kamer zoals bedoeld in artikel 20.

§ 3. De beslissing waarbij het deskundigenonderzoek wordt bevolen, bevat minstens :

1° de vermelding van de identiteit van de aangestelde deskundige of deskundigen evenals van zijn specifieke bevoegdheden betreffende de aangelegenheid betrokken bij het voorwerp van het geschil;

2° de vermelding van de omstandigheden die het deskundigenonderzoek, en de eventuele aanstelling van meerdere deskundigen noodzakelijk maken;

3° een nauwkeurige omschrijving van de opdracht van de deskundige;

4° de termijn waarin deze opdracht wordt uitgeoefend, indien de deskundige ze aanneemt.

§ 4. Na afloop van hun werkzaamheden sturen de deskundigen hun opmerkingen ter lezing aan de Kamer, waarbij ze een voorlopig advies voegen. De Kamer deelt deze vaststellingen en het voorlopig advies aan de betrokken partijen en aan hun raadsman mee binnen acht dagen na ontvangst ervan.

De partijen kunnen hun opmerkingen over dit advies overeenkomstig artikel 5, § 3 laten gelden.

§ 5. Binnen vijftien dagen na ontvangst van de hele opmerkingen overgemaakt door de Kamer, stellen de deskundigen hun eindverslag op en zenden ze het met een gedetailleerde staat van de onkosten en erelonen naar de Kamer.

De deskundigen houden geen rekening met de opmerkingen die ze te laat ontvangen.

Wanneer de deskundigen na ontvangst van de opmerkingen van de partijen nieuwe verrichtingen onontbeerlijk achten, verzoeken ze de Kamer daarvoor om toestemming.

§ 6. De voorschotten op de erelonen en de kosten van het deskundigenonderzoek zijn ten laste van de partij die daarom verzoekt. Indien de Kamer een deskundigenonderzoek oplegt, worden de voorschotten op de erelonen en de kosten van het deskundigenonderzoek op gelijke wijze verdeeld tussen de partijen.

In de twee gevallen bedoeld in het eerste lid kan de Kamer naar gelang van de omstandigheden die eigen zijn aan het geschil en indien ze het noodzakelijk vindt, het geheel of een gedeelte van de voorschotten op de erelonen en kosten van een deskundigenonderzoek ten laste leggen van één van de partijen. Deze beslissing wordt gemotiveerd.

§ 7. De Kamer is niet gebonden aan het advies van de deskundigen. De beslissing van de Kamer om af te wijken van het advies van de deskundigen, maakt het voorwerp uit van een specifieke motivering.

HOOFDSTUK VI. — *Beslissing van de Kamer*

Art. 14. § 1. De Kamer brengt haar gemotiveerde beslissing die bij meerderheid van de stemmen wordt genomen, uit binnen twee maanden na de aanhangigmaking van de zaak. Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter doorslaggevend.

De in het eerste lid bedoelde termijn van twee maanden wordt met twee maanden verlengd indien de Kamer beslist heeft tot onderzoekshandelingen over te gaan of te laten overgaan overeenkomstig de artikelen 10 en volgende.

Een nieuwe verlenging van de termijn is mogelijk mits toestemming van de verzoekende partij.

§ 2. De eindbeslissing van de Kamer legt ten laste van de aanvrager, indien hij afgewezen wordt, of van de tegenpartij, indien haar schuld wordt bewezen, of van beide partijen, indien aan beide zijden schuld bestaat, de kosten en erelonen van de deskundigen en de andere kosten voortvloeiend uit de eventuele onderzoeksmaatregelen en legt, in voorkomend geval, de terugbetaling van de partij op die de voorschotten zou hebben betaald.

Art. 15. De Kamer kan bij verstek uitspraak doen ten opzichte van de partijen die zich van alle verweer hebben onthouden.

De beslissing wordt geacht op tegenspraak te zijn gewezen tegen de partij die haar conclusies niet, of niet binnen de opgelegde termijnen, heeft medegedeeld.

Art. 16. De beslissing van de Kamer wordt gedagtekend en ondertekend door de leden van de Kamer die het geschil behandeld hebben. De Kamer brengt haar beslissing aan de partijen ter kennis binnen acht dagen na het nemen ervan.

Art. 17. In geval van niet-naleving van de beslissing van de Kamer kan de belanghebbende partij zich wenden tot het directiecomité van de CWaPE ten einde een administratieve geldboete eventueel op te leggen overeenkomstig de procedure bedoeld in de artikelen 53 en volgende van het Elektriciteitsdecreet alsook de artikelen 48 en volgende van het decreet van 19 december 2002 betreffende de organisatie van de gewestelijke gasmarkt, onverminderd de mogelijkheid voor het directiecomité om op eigen initiatief te handelen.

HOOFDSTUK VII. — *Slotbepalingen*

Art. 18. § 1. Een afschrift van de door de Kamer genomen beslissingen en van de desbetreffende dossiers worden tijdens vijf jaar na de afsluiting van het dossier bewaard.

§ 2. Een samenvatting van de Kamer wordt op de website van de CWaPE bekendgemaakt en bevat minstens:

1° de naam van de partijen; wanneer de beslissing een natuurlijke persoon betreft, worden alleen de initialen van de naam en voornaam bekendgemaakt;

2° de datum van de beslissing;

3° een samenvatting van de inhoud ervan.

Deze bekendmaking wordt verricht met inachtneming van de vertrouwelijkheid van de commercieel gevoelige informatie en/of van de persoonsgegevens.

Art. 19. Indien de verzoeker in de loop van de procedure afstand doet van zijn verzoek, stelt de Kamer het einde van haar opdracht vast.

In dit geval worden de eventueel toegekende voorlopige maatregelen van rechtswege opgeheven.

Art. 20. Elke partij die het bewijs van het bestaan van een wrakingszaak, zoals bedoeld in de artikelen 828 en 829 van het Gerechtelijk Wetboek, tegen één of meerdere leden van de Kamer heeft ontvangen, brengt de Kamer onmiddellijk in kennis daarvan om de wraking van de betrokken(en) te vragen.

In dit geval worden de termijnen geschorst.

De betrokken en de andere partijen in de procedure worden op de hoogte gesteld van de wrakingsaanvraag en van de gronden waarop ze steunt, en worden erom verzocht binnen een termijn van vijftien dagen hun opmerkingen te laten gelden overeenkomstig artikel 5, §§ 3 en 4.

De Kamer neemt zo spoedig mogelijk een beslissing over de wrakingsaanvraag.

Het bij de wrakingsaanvraag betrokken lid neemt niet deel aan de beslissing.

De beslissing van de Kamer wordt aan de partijen in de procedure overgemaakt. In geval van wraking wijst de Kamer een andere directeur aan om het gewraakte lid te vervangen. De termijnen van de procedure beginnen opnieuw te lopen te rekenen van de kennisgeving van deze beslissing.

Art. 21. De Kamer stelt jaarlijks een activiteitenverslag op dat een afzonderlijk onderdeel vormt van het in artikel 43, § 3, van het Elektriciteitsdecreet bedoeld jaarverslag van de CWaPE.

Art. 22. De Minister van Energie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 13 juli 2017.

De Minister-President,
P. MAGNETTE

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging en Energie,
C. LACROIX